

GUIDE THÉORIQUE

LES COULEURS POLITIQUES EN BELGIQUE



Réalisation : Cultures&Santé asbl
Graphisme : Denyse Champion
Éditeur responsable : Denis Mannaerts

148, rue d'Anderlecht
B-1000 Bruxelles
Éducation permanente 2019
D/2019/4825/2

Cet outil peut être téléchargé sur notre site www.cultures-sante.be.
Il peut être emprunté gratuitement, sous conditions, auprès de
notre centre de documentation.

cdoc@cultures-sante.be
+32 (0)2 558 88 11

Avec le soutien de :



GUIDE THÉORIQUE

LES COULEURS POLITIQUES EN BELGIQUE



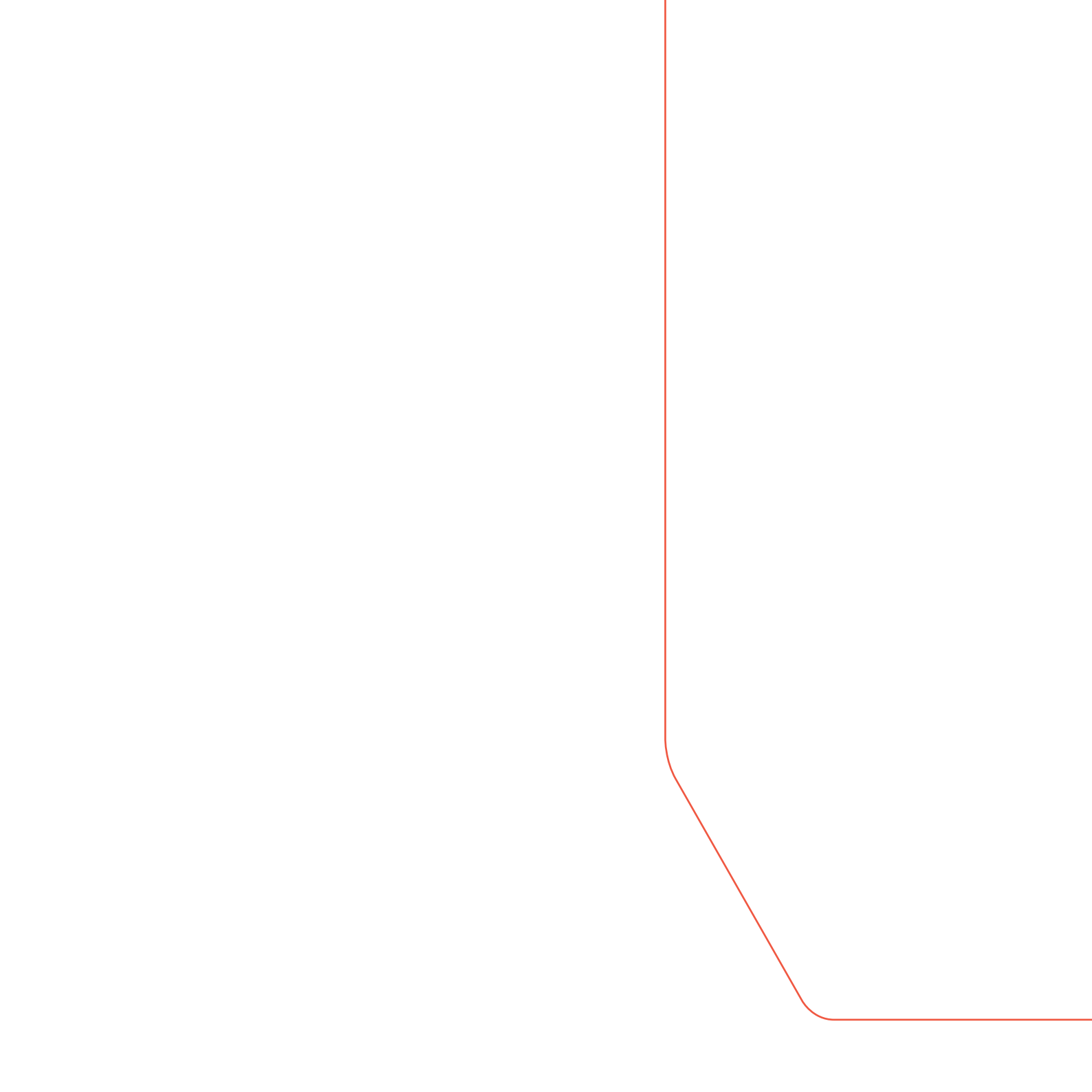
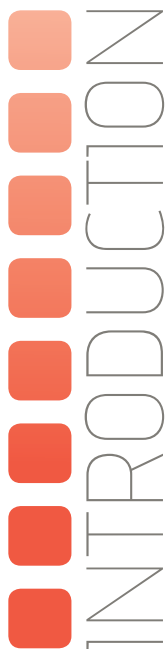


TABLE DES MATIÈRES

- 6 Introduction
 - 8 Couleurs et partis
 - 10 Gauche-droite
 - 14 Nord-sud
 - 16 Les coalitions de partis
 - 20 Glossaire
 - 30 Bibliographie et ressources
 - 41 Remerciements
-



INTRODUCTION

Cultures & Santé a choisi d'explorer la politique belge à travers les couleurs et les idéologies plutôt que les partis, les personnalités, les slogans, les discours, les éléments de langage... Par ce biais, il s'agit de se recentrer sur l'essence même de la politique : la gestion d'une cité à travers une vision du monde. L'objectif final est de **contribuer à ce que chacun puisse se forger une conscience politique, saisir les enjeux de certains débats, percevoir les tenants et les aboutissants de certaines conceptions et les mettre en perspective.**

Cette publication est une mise à jour du kit « Les couleurs Politiques en Belgique » paru en 2014. Tous les supports proposés ont donc été actualisés. La partie animation a été séparée du guide de repères théoriques et propose de nouvelles pistes d'animation.

Elle se veut un support d'information et d'animation maniable. Il permet aux professionnels l'appropriation de certaines clés de compréhension de la politique belge en vue de les transmettre à un public d'adultes et d'inviter ainsi à la réflexion et au débat.

Y sont présentées de manière synthétique les grandes tendances politiques, les grandes idéologies existant dans notre pays à travers une couleur de référence, qui leur est traditionnellement associée ou que nous leur avons attribuée. *Quels sont les points de vue de tel ou tel courant sur certaines questions ? Quelle est la matière qui est mise en avant ? Comment les différentes thématiques sont-elles traitées ?* Cultures & Santé entend fournir des éléments de réponse à ces questions et des repères pour aller plus loin dans cette réflexion. Il s'agit aussi de garder à l'esprit les nuances qui existent au sein d'une même tendance et au sein même des partis qui s'y rattachent. En effet, le contexte institutionnel belge et les intérêts divergents qui se

font sentir au nord et au sud du pays suscitent des positionnements différents au sein de mêmes familles idéologiques.

Le guide théorique fournit des repères pour se familiariser avec des concepts (gauche-droite, coalition, nord-sud), et des termes utilisés dans les médias, par les femmes et les hommes politiques et par les analystes (glossaire). Enfin, des ressources bibliographiques de référence et des ressources pédagogiques sont présentées.

Huit couleurs sont par ailleurs présentées individuellement sur une fiche. Pour chaque couleur, la fiche rappelle le nom de l'idéologie, son positionnement sur l'axe gauche-droite, ses origines et décrit sa ligne politique à travers les idées qu'elle défend sur différentes matières. Ces matières sont l'économie, la politique sociale, l'environnement, la sécurité, les questions éthiques et de société, l'immigration et l'Union européenne. Pour chaque idéologie, nous avons tenté de mettre en avant ses points de vue sur ces thématiques. Celles que chacune privilégie sont présentées dans un encadré sur la fiche spécifique de l'idéologie, de la couleur. Les autres thématiques sont explicitées à la suite de cet encadré. Le verso des fiches reprend les partis belges, nationaux, francophones, néerlandophones ou germanophones s'inscrivant dans chaque tendance idéologique et indique le lien menant vers le site de chaque parti. Notons toutefois que certains partis ne s'inscrivant pas dans une grande tendance idéologique, mais pouvant présenter des listes aux élections dans certaines circonscriptions, ne sont pas représentés dans l'outil.

Ces supports mis à jour sont uniquement disponibles en téléchargement et en prêt à Cultures & Santé.

The image features a light-colored background with several white puzzle pieces scattered across it. A prominent red rounded square is positioned in the lower right quadrant, containing the text 'COULEURS ET PARTIS' in white, uppercase, sans-serif font. The text is arranged in two lines: 'COULEURS' on the top line and 'ET PARTIS' on the bottom line.

COULEURS
ET PARTIS

Les partis politiques et les courants d'idées sont très souvent associés à des couleurs. Celles-ci participent à l'identification d'un parti, parfois depuis des décennies, et sont utilisées par les médias lors de la présentation des résultats électoraux ou des représentants des partis.

Même si, en général, le bleu est associé aux libéraux, le rouge aux socialistes, l'orange aux chrétiens-démocrates et humanistes et le vert aux écologistes, ces couleurs peuvent être utilisées par d'autres courants de pensée.

Ainsi, en France, les socialistes sont associés à la couleur rose, qui les distingue des partis ancrés plus à gauche, comme le Parti communiste ou la France Insoumise, qui utilisent le rouge. En Allemagne, les libéraux sont représentés par le jaune, alors que le noir désigne la CDU, le parti chrétien-démocrate.

Au Royaume-Uni, les travaillistes utilisent la couleur rouge, les conservateurs le bleu et les libéraux recourent au jaune.

Aux États-Unis, on a affaire à de faux amis, puisque le parti démocrate, situé plus à gauche, a comme couleur le bleu et le parti républicain, parti ancré à droite, arbore le rouge.

Des constantes existent cependant. Ainsi, dans la plupart des pays, les écologistes utilisent la couleur verte.

GAUCHE-
DROITE

La ligne idéologique d'un parti ou d'un courant de pensée politique est très souvent définie à travers un positionnement gauche-droite. Mais que signifient gauche et droite en politique ?

Le clivage gauche-droite est apparu dans la foulée de la Révolution française de 1789. Les membres de l'assemblée constituante française ont alors pris l'habitude de se répartir dans la salle de débat en fonction de leur opinion politique. Sur la gauche du président de l'assemblée se trouvaient les défenseurs des masses populaires, tandis que sur sa droite prenaient place ceux des classes sociales supérieures (le clergé et la noblesse). La notion a été utilisée au sein du parlement belge dès le XIX^e siècle, mais elle a évolué avec le temps.

Encore utilisée aujourd'hui, cette opposition gauche-droite est une simplification qui ne reflète pas toujours la complexité et la multiplicité des idéologies et des tendances politiques.

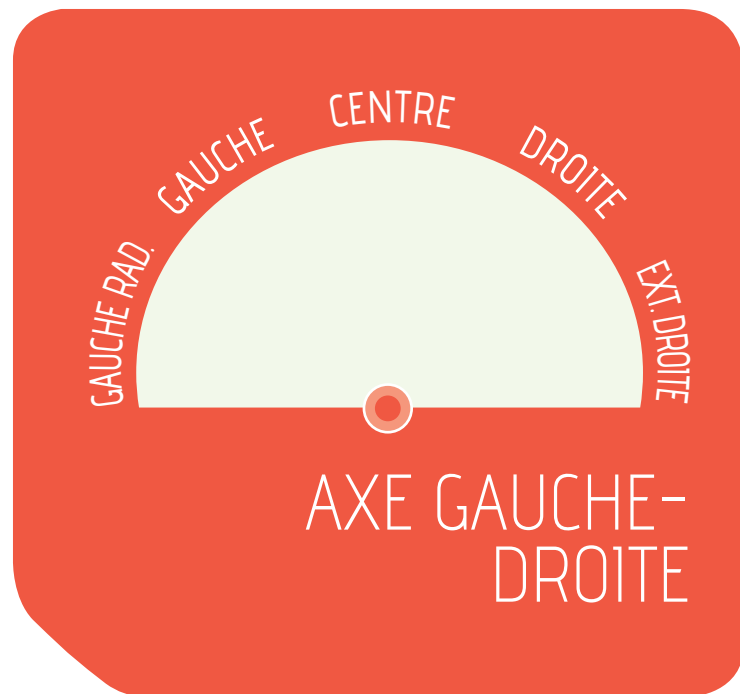
Toutefois, cette logique binaire fournit des repères aux électeurs et constitue un outil pour analyser de manière synthétique un paysage politique. Différents critères permettent de situer un parti sur cet axe. Dès lors, un parti pourra, selon les enjeux et selon ses priorités, se situer plutôt à gauche ou plutôt à droite dans l'espace politique.

De manière générale, la gauche est égalitariste. Elle se prononce en faveur de l'égalité des droits, de l'égalité sociale et de l'égalité économique. Elle fait primer l'intérêt collectif sur l'intérêt privé. La gauche s'oppose à une entière liberté économique, l'économie devant être selon elle régulée par l'État pour favoriser la redistribution des richesses. La gauche est libertaire et progressiste sur les grandes questions éthiques et de société. Elle accorde davantage d'importance aux politiques de prévention qu'à la répression.

La droite défend des valeurs telles que la liberté, l'effort, le mérite, l'ordre, la tradition, la patrie et la famille. Elle se prononce en faveur de la liberté économique et de l'économie de marché. Elle considère l'égalitarisme comme un obstacle à la liberté des individus et à la productivité. La droite défend la nécessité d'une autorité afin de faire respecter les normes. Chaque individu est considéré par elle responsable de ses actes. La droite est généralement conservatrice en matière éthique et traditionaliste dans le domaine des comportements (même si certains de ses représentants adoptent une position plus libérale sur ces questions).

En politique, on parle également de centre et de partis centristes. Ceux-ci ont vocation à faire une synthèse entre des idées de gauche et des idées de droite. Certains centristes récusent d'ailleurs le clivage gauche-droite. Dans le vocabulaire politique, les terminologies de centre-droit(e) et de centre-gauche sont aussi utilisées pour caractériser des partis ou des coalitions gouvernementales. Le centre-droit(e) désigne le positionnement politique entre la droite et le centre ou associant ces deux courants ; le centre-gauche, le positionnement entre la gauche et ce même centre ou une alliance des deux. Ces partis modérés adhèrent à certaines idées et à certaines valeurs généralement attribuées au courant voisin.

Enfin, le terme « extrême » désigne des mouvements politiques aux idées radicales. Très éloignées sur la plupart des sujets, l'extrême gauche et l'extrême droite se caractérisent par une intransigeance sur certaines valeurs et se montrent parfois peu tolérantes à l'égard de leurs opposants. Ces partis remettent en cause le système en place. Les partis politiques situés à l'extrême gauche refusent souvent l'appellation « extrême » et lui préfèrent le terme « radical », souhaitant ne pas être assimilés comme l'exact pendant symétrique de l'extrême droite qui défend des idées xénophobes et anti-démocratiques.





NORD-
SUD

Dès le XIX^e siècle, les préoccupations d'ordre linguistique et communautaire ont pris une place importante dans la vie politique belge. À la fin des années 1960, ces préoccupations ont été à l'origine de la division des trois grands partis nationaux (social-chrétien/orange, libéral/bleu et socialiste/rouge) en deux ailes linguistiques qui deviendront au fil du temps entièrement indépendantes.

À la fin des années 1970, il n'y a donc plus de parti belge historiquement de premier plan qui possède une couverture nationale, c'est-à-dire, qui s'adresse aussi bien aux populations du nord du pays qu'aux populations du sud. Ils se rattachent tous à une communauté linguistique et défendent donc très souvent les intérêts d'une région ou d'une communauté en particulier.

Les divisions entre partis flamands et partis francophones sont aujourd'hui grandes et font l'objet d'âpres débats entre les partisans d'une autonomie régionale plus grande (essentiellement présents au nord du pays) et ceux favorables à la solidarité et à l'unité nationale (plus majoritaires dans le sud du pays).

LES
COALITIONS
DE PARTIS

Depuis la Première Guerre mondiale, les partis politiques belges doivent presque toujours former une coalition pour obtenir une majorité afin de pouvoir gouverner au niveau national, communautaire, régional ou provincial.

L'introduction du suffrage universel pur et simple pour les hommes, le changement de mode de scrutin, l'émergence de plusieurs partis de plus ou moins grande importance qui a découlé de ces facteurs, ainsi que l'existence de profondes différences entre les régions du pays expliquent la difficulté pour un parti de remporter seul la majorité des sièges au Parlement et la nécessité de former des gouvernements de coalition.

En Belgique, c'est le scrutin proportionnel qui est en vigueur depuis 1899. Celui-ci attribue à chaque parti politique un nombre de sièges relativement proportionnel au nombre de voix obtenu lors de l'élection.

En Belgique, les coalitions se forment après les élections, une fois que le résultat de celles-ci est connu. Afin de trouver un accord de gouvernement (un accord sur la politique à mener), les partis mènent des discussions. Chaque parti convié à la table des négociations pèse plus ou moins sur celles-ci selon son résultat électoral. Lors de ces discussions, il s'agira d'établir des points de convergence entre les programmes politiques de chaque parti. Bien souvent, les partis réunis dans une coalition auront tendance à pousser les politiques qui les rapprochent et à effacer de l'agenda politique ce qui les divise.

Les médias ont attribué des noms originaux aux différentes coalitions possibles entre les grands courants dominant classiquement la vie politique belge. Ces noms font généralement référence aux couleurs des partis.





LA TRIPARTITE CLASSIQUE

socialistes
libéraux
chrétiens-démocrates

LA QUADRI PARTIE D'UNION NATIONALE



tous les partis classiques

** On parle ici de Jamaïcaine en référence aux couleurs politiques en Allemagne. Ensemble, le noir des conservateurs, le jaune des libéraux et le vert des écologistes rappellent le drapeau de la Jamaïque.*

Soulignons qu'il est également possible de voir des coalitions avec des couleurs qui, jusqu'il y a peu, ne faisaient pas partie des alliances de gouvernement. C'est par exemple le cas d'une coalition qui intègre les jaunes. La suédoise fait référence au drapeau de la Suède qui présente une croix (symbolisant les chrétiens-démocrates flamands) jaune (les nationalistes flamands) sur fond bleu (les libéraux).



GLOSSAIRE

ALLOCATION

Somme d'argent versée par une institution (généralement la sécurité sociale) afin de permettre à l'individu de faire face à certaines dépenses ou à une perte de revenu (allocations familiales, de chômage, de pension...).

AUTONOMIE

Possibilité, pour un organisme ou un individu, de décider sans se référer à un pouvoir central, à une hiérarchie ou à une autorité tout en restant dans un cadre déterminé. Si elle vise à sortir de ce cadre, la demande d'autonomie se transforme alors en revendication d'indépendance.

CAPITALISME

Système économique et social caractérisé par la propriété privée des moyens de production ainsi que par l'accumulation du capital grâce aux profits réalisés. Les caractéristiques suivantes s'y retrouvent : recherche de profit privé et de sa justification, liberté des échanges économiques, économie de marché (concurrence entre acteurs régie par l'offre et la demande sur le marché), possibilités d'échanger du capital et de spéculer.

CARTEL

Association de plusieurs groupements, politiques et syndicaux notamment, en vue d'établir une action commune. Un cartel peut désigner ainsi une liste de candidats commune à deux ou plusieurs partis se présentant ensemble à une élection.

CLASSE SOCIALE

Sous-ensemble d'une population, formé par des personnes qui ont en commun une position supérieure ou inférieure par rapport à d'autres groupes socio-économiques de cette même population. Les membres qui constituent une classe sociale sont supposés être relativement homogènes quant à leurs modes de vie, à leurs conditions matérielles, à leurs comportements, visions du monde... Certains courants politiques (en particulier marxistes, qu'ils soient communistes ou socialistes) analysent l'évolution de la société comme une lutte entre des classes sociales supérieures, dominantes, et des classes sociales inférieures, dominées, dont les intérêts sont contradictoires.

CHARGES PATRONALES / COTISATIONS PATRONALES

Part du salaire versée par chaque employeur, en fonction de la rémunération du travailleur, sous la forme de cotisation destinée à financer la sécurité sociale.

CHARGES SOCIALES / COTISATIONS SOCIALES

Prélèvements réguliers et obligatoires sur le salaire brut des travailleurs afin de financer la sécurité sociale. Les cotisations sociales figurent sur la feuille de paie remise chaque mois aux travailleurs salariés.

CROISSANCE ÉCONOMIQUE

Accroissement à moyen et long terme de la production nationale.

COMPROMIS

Arrangement qui résulte de négociations entre deux ou plusieurs parties, se résignant toutes à faire des concessions en vue d'aboutir à une collaboration.

CONFÉDÉRALISME

Association libre d'États souverains indépendants qui délèguent l'exercice de certaines

compétences à des institutions communes. Ces institutions sont destinées à coordonner leur politique dans un certain nombre de domaines, sans constituer cependant un nouvel État superposé aux États membres.

CONSERVATISME

Pensée qui s'inscrit dans le respect des valeurs traditionnelles et de l'ordre moral ou économique établi. Les conservateurs se montrent réticents aux changements mettant à mal ces valeurs et cet ordre.

Voir progressisme

COUVERTURE SOCIALE

L'expression recouvre l'ensemble des mécanismes et des institutions qui, fondés sur le principe de solidarité, réduisent les inégalités sociales en garantissant des ressources aux individus lorsqu'ils sont confrontés à certaines situations (maladie, perte d'emploi, naissance d'un enfant, vieillesse, frais d'études supérieures...).

Voir sécurité sociale

DÉLOCALISATION

Fait de démanteler une entreprise et de l'implanter dans une autre région du monde, notamment dans le but de réduire les coûts de production.

DÉMOCRATIE

Organisation politique dans laquelle le peuple doit être souverain et chacun doit avoir la possibilité d'exercer librement ses droits politiques (liberté d'expression, liberté d'association, choix de vote...). Les démocraties modernes sont des démocraties représentatives : les citoyens élisent des représentants qui exercent les responsabilités politiques au nom de la nation tout entière (c'est la souveraineté nationale).

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Le développement durable vise à conjuguer efficacité économique, équité sociale et intégrité environnementale. La notion de développement durable n'est pas, comme cela est parfois avancé, synonyme d'écologie.

DROIT D'ASILE

Délivré au cas par cas, le droit d'asile désigne le fait qu'une personne persécutée dans son pays en raison de ses origines, ses croyances religieuses ou ses opinions politiques peut être protégée et accueillie par un pays étranger.

ÉCONOMIE DE MARCHÉ

Système économique au sein duquel les prix des biens et services sont déterminés par les mécanismes de l'offre et de la demande.

ÉCONOMIE VERTE

Ensemble de l'activité économique générée par toutes les entreprises qui produisent des biens et des services contribuant à éviter, réduire ou supprimer des nuisances pour l'environnement.

ÉCOSYSTÈME

Ensemble comprenant un milieu, les organismes animaux, végétaux et bactériens qui le peuplent, ainsi que toutes les relations entre ces composantes qui peuvent y exister et s'y développer. On parle par exemple de l'écosystème terrien pour désigner toute la vie présente sur la planète.

ENTREPRISE PUBLIQUE

Entreprise sur laquelle l'État peut exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de la propriété, de la participation financière ou des règles qui la régissent.

ÉTAT-NATION

Construction institutionnelle exerçant son autorité souveraine sur l'ensemble d'une nation.

ÉTHIQUE

Ensemble de valeurs, de règles morales spécifiques à un milieu, à une culture ou à un groupe. L'éthique définit de manière plus ou moins explicite les critères permettant à chacun d'agir librement, de faire des choix, dans le respect de soi-même et d'autrui. Elle guide une action sociétale responsable.

FÉDÉRALISME

Organisation politique dans laquelle le gouvernement central d'un État (gouvernement fédéral) partage les diverses compétences institutionnelles avec les entités fédérées qui forment cet État. En Belgique, le fédéralisme s'est construit à partir de 1970 et a été proclamé en 1993. Les entités fédérées sont les Communautés et les Régions.

FISCALITÉ

Ensemble des pratiques relatives à la perception des impôts (principalement : impôts des personnes physiques, impôts des personnes morales, impôts des sociétés, impôts des non-résidents, TVA et accises) permettant de

financer des services publics et des politiques de redistribution des richesses.

GÉNIE GÉNÉTIQUE

Méthode de recherche et d'investigation sur les gènes ayant pour objet l'utilisation des connaissances acquises en génétique pour utiliser, reproduire, ou modifier le génome (ensemble génétique des individus) des êtres vivants.

GROUPE PARLEMENTAIRE

Regroupement d'élus au sein d'une assemblée parlementaire qui partagent des affinités politiques communes ou sont élus sur des listes déposées par un même parti.

IDÉOLOGIE

Ensemble d'idées, d'opinions politiques, sociales, philosophiques, économiques et morales qui forme une vision du monde et peut notamment inspirer un programme d'action politique.

IMPÔT PROGRESSIF

Impôt dont le taux de prélèvement s'accroît avec l'augmentation du revenu imposable. Dans ce système, à chaque tranche de revenu

imposable correspond un taux d'imposition supérieur à celui applicable à la tranche de revenu inférieure.

INTERNATIONALISME

Doctrine préconisant l'union internationale des êtres humains, des peuples, par-delà les frontières. Les intérêts nationaux doivent être subordonnés à des intérêts plus larges, en politique, en économie.

JUSTICE SOCIALE

Conception qui prône la recherche d'une plus grande équité dans la répartition des richesses.

LIBÉRALISATION ÉCONOMIQUE

Conception de l'économie prônée par le libéralisme économique. La mise en place d'une libéralisation économique est basée sur deux idées principales : la libre entreprise est le meilleur stimulant de la production et le libre-échange est le meilleur dispositif de répartition des richesses.

LIBERTARIANISME/LIBERTARISME

Philosophie politique qui prône la liberté individuelle en tant que droit naturel et comme valeur fondamentale.

LOBBY

Groupement (organisation, association...) qui exerce une pression sur les pouvoirs publics pour faire triompher les intérêts particuliers qu'il soutient (en particulier ceux d'une entreprise, d'un secteur industriel ou d'une activité spécifique).

MAOÏSME

Application stricte du marxisme-léninisme aux conditions spécifiques de la Chine, initiée par Mao Tsé-Toung. Courant politique du communisme mettant l'accent sur le rôle du parti dans l'organisation de la population en vue de la sortie du capitalisme..

MARCHÉ UNIQUE

Marché composé des marchés des États membres de l'Union européenne. En son sein, les biens, les services, les capitaux et les personnes circulent librement.

MŒURS

Ensemble d'habitudes et de comportements, sociaux ou individuels, évalué en fonction d'une morale définie et codifiée par la société.

MONDIALISATION ÉCONOMIQUE

Accélération, à l'échelle mondiale, des échanges de biens, de services et de capitaux. La mondialisation (ou globalisation) se caractérise par une concurrence accrue entre les entreprises et les nations.

MULTICULTURALISME

Ensemble de mesures politiques favorisant la coexistence de plusieurs cultures au sein d'un territoire défini (pays, région...).

NÉOLIBÉRALISME / ULTRALIBÉRALISME

Politique économique prônant la stricte limitation du rôle économique de l'État, la flexibilisation du marché du travail, la déréglementation à l'échelle nationale et la libéralisation des échanges à l'échelle internationale.

ONG

Organisation non gouvernementale d'intérêt public ou humanitaire. L'habitude est de réserver le terme aux personnes morales à but non lucratif financées au moins en partie par des fonds privés.

PRÉVENTION

Ensemble de mesures prises afin d'éviter qu'une situation ou un événement (en matières économique, sociale, environnementale, sanitaire, sécuritaire...) ne se produise ou ne se dégrade.

Voir répression

PRODUCTIVISME

Système d'organisation de l'économie dans lequel la production est l'objectif premier. Il est en opposition avec les principes du développement durable, le pilier économique primant sur les piliers social et environnemental.

PROGRAMME ÉLECTORAL

Ensemble de propositions établi par un parti politique en vue d'un scrutin. Ce document présente les objectifs que le parti entend atteindre s'il accède au pouvoir et les principaux moyens qu'il entend mettre en œuvre pour ce faire.

PROGRESSISME

Pensée portée vers le progrès social. Les progressistes prônent des valeurs nouvelles qui bousculent l'ordre moral ou économique établi.

Voir conservatisme

PROTECTIONNISME / ÉCONOMIE PROTECTIONNISTE

Politique de protection de la production nationale contre la concurrence étrangère par des mesures tarifaires (droits de douane) ou non tarifaires (quotas, normes...). Politique contraire au libre échangeisme.

RÉFÉRENDUM

Procédure qui permet à tous les citoyens d'un pays ou d'une région de manifester par un vote l'approbation ou le rejet d'une mesure proposée par les pouvoirs publics.

RÉGULATION ÉCONOMIQUE

Intervention de l'État ou d'autres autorités monétaires (Banque centrale européenne, Fonds monétaire international...) dans les mécanismes économiques en vue de stabiliser l'économie et, par ce biais, préserver ou améliorer le système social.

RÉPRESSION

Ensemble de mesures prises afin de sanctionner des comportements contrevenant aux lois ou à un pouvoir politique en place.

Voir prévention

RESSOURCES NATURELLES

Ressources minérales ou biologiques nécessaires à la vie de l'homme et à ses activités économiques.

SCISSION

Séparation de différentes parties constituantes d'un ensemble en entités indépendantes les unes des autres.

SECTEUR NON MARCHAND

Secteur économique désignant l'ensemble des producteurs (de services médicaux, culturels, de bien-être...) qui bénéficient de ressources non marchandes (et en particulier de financements publics), et qui ont pour objectif la satisfaction des besoins sociaux plutôt que le profit.

SÉCURITÉ SOCIALE

Ensemble des institutions qui gèrent la protection sociale fondée sur le principe d'une solidarité nationale. En Belgique, la sécurité sociale garantit le remboursement partiel des soins de santé, les allocations de pension, les allocations de chômage, les allocations familiales, les allocations en cas de maladie professionnelle et les allocations en cas d'accident du travail.

Voir couverture sociale

SERVICE PUBLIC

Un service public est une activité considérée comme étant d'intérêt général et répondant à un besoin social. Cette activité est exercée par l'État ou pour le compte de celui-ci dans une optique d'équité sociale.

SOCIÉTÉ CIVILE

La société civile regroupe les forces vives de la nation qui ne viennent ni de l'État ni du personnel politique traditionnel.

SOUVERAINETÉ

Caractère d'un État ou d'un organe qui n'est soumis à aucun autre État ou organe.

SUPRA-ÉTATIQUE

Dépassant les États, au-delà des États.

SYNDICAT

Association constituée pour défendre les intérêts communs de ses membres affiliés : des patrons, des indépendants, des travailleurs, des locataires, des propriétaires... En Belgique, le terme syndicat est principalement utilisé pour désigner des syndicats de travailleurs : ouvriers, salariés, fonctionnaires, cadres ou encore étudiants, prépensionnés, pensionnés et chômeurs. Les syndicats représentent l'intérêt des travailleurs auprès des employeurs et de l'État. Les syndicats participent également à la gestion des organismes de la sécurité sociale.

TRADITIONALISME

Attachement aux formes politiques traditionnelles.

TROTSKISME

Doctrine communiste des adeptes de Trotsky, qui met l'accent sur l'auto-organisation des masses et qui s'oppose au socialisme dans un seul pays prôné par Staline et préconise au contraire la révolution permanente à caractère international.

RÉFÉRENCES

CAPUL J.-Y. & GARNIER O., *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Hatier, 1999, 510 p.

DORTIER J.-F. (dir.), *Le dictionnaire des sciences humaines*, Auxerre, Éditions Sciences humaines, 2004, 875 p.

REY A., (dir.), *Dictionnaire culturel en langue française*, Paris, Éditions Dictionnaire le Robert, 2005

Le petit Larousse, 2008

Le nouveau Petit Robert de la langue française, 2008

MABILLE X. & FANIEL J., *Belgique - La période contemporaine*, in : Encyclopædia Universalis, version en ligne, juin et décembre 2015, 13 p.

Vocabulaire politique du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP) : www.vocabulairepolitique.be



BIBLIO-
GRAPHIE ET
RESSOURCES

OUVRAGES & ARTICLES

ARCQ E., DE COOREBYTER V. & ISTASSE C., *Fédéralisme et confédéralisme*, Bruxelles, CRISP, Dossier du CRISP n° 79, 2012, 125 p.

BITSCH M.-T., *Histoire de la Belgique : De l'antiquité à nos jours*, Bruxelles, Éditions Complexe, 2004, 299 p.

BLAISE P., DEMERTZIS V., FANIEL J. & PITSEYS J., *L'évolution des partis politiques francophones (2007-2013)*, *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2244-2245, 2014, 96 p.

BLAISE P., FANIEL J. & SÄGESSER C., *Introduction à la Belgique fédérale. La Belgique après la sixième réforme de l'État*, Bruxelles, CRISP, 2014, 106 p.

BOBBIO N., *Droite et gauche*, Paris, Seuil, 1996, 160 p.

CASTANHEIRA M. & NOURY A., *Les positions politiques des partis belges*, in : *Reflets et perspectives de la vie économique*, n° 46, vol. 1, 2007, pp. 13-29

COENEN M.-T., HUBERTY C. & LORIAUX F., *Questions d'histoire sociale*, Bruxelles, Carhop – FEC, 2005, 256 p.

CRISP, *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, CRISP, Dossier n° 44, 1999, 32 p.

DE COOREBYTER V., *Les partis et la démocratie*, Bruxelles, CRISP, Dossier n° 64, 2005, 128 p.

DE COOREBYTER V., *Clivages et partis en Belgique*, Courrier hebdomadaire, CRISP, n° 2000, 2008, 95 p.

DE COOREBYTER V., *Que se cache-t-il derrière les revendications communautaires francophones ?*, in : *Cahiers du CIEP*, n° 9, 2011, pp. 4-11.

DELWIT P. (éd.), *Le parti social-chrétien. Mutations et perspectives*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2002, 148 p.

DELWIT P., *Composition, décomposition et recomposition du paysage politique en Belgique*, Bruxelles, Éditions Labor, 2003, 167 p.

DELWIT P., *La vie politique en Belgique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, 360 p.

DELWIT P. & DE WAELE J.-M., *Ecolo : les verts en politique*, Paris, De Boeck Université, 1996, 293 p.

DELWIT P. & DE WAELE J.-M., *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1997, 299 p.

DELWIT P., PILET J.-B. & VAN HAUTE E., *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011, 370 p.

DOHET J., FANIEL J., GOVAERT S., ISTASSE C., NASSAUX J.-P., WY-NANTS P., *Les partis sans représentation parlementaire fédérale*, Courrier hebdomadaire, CRISP, n° 2206-2207, 2014, 108 p.

DURAND J.-D., *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1995, 382 p.

FANIEL J., *Le Front national : combien de divisions ?*, in : La Revue nouvelle, n° 4 (64), 2009, pp. 13-15.

FANIEL J., *L'architecture institutionnelle de la Belgique : histoire et clivages*, CEFOC, 2011.

FANIEL J., *Les partis francophones sont-ils immunisés ?*, in : Politique, revue de débats, n° 75, 2012, pp. 40-47.

FANIEL J., *Devant, derrière ou à côté du communautaire : le clivage socio-économique*, in : Imagine demain le monde, n° 93, 2012, pp. 24-25.

FANIEL J., *La gauche en Belgique. Une étoile polaire, deux clivages, beaucoup de partis*, in : Les @nalyses du CRISP en ligne, 25 mars 2014, 6 p.

FANIEL J., *Compromis à la belge. Monument en péril ?*, in : La Revue nouvelle, n° 1 (71), 2016, p. 31-37.

GOVAERT S., *Les partis politiques et le système électoral*, in : Actual-quarto, n° 4, 2003, 23 p.

HASQUIN H. (dir.), *Histoire et actualité du libéralisme en Belgique*, Bruxelles, Éditions Labor, 2006, 381 p.

JACQUEMAIN M., *Wallonie : un populisme sans nationalisme*, in : Politique, revue de débats, n° 75, 2012, pp. 36-39.

JACOBS D., *Flandre : le retournement*, in : Politique, revue de débats, n° 75, 2012, pp. 47-48.

MABILLE X., *Nouvelle histoire politique de la Belgique*, Bruxelles, CRISP, 2011, 457 p.

OTTAVIANI E., *La démocratie chrétienne en pleine mutation*, Bruxelles, Collection CEPESS, CPCP, 2011, 16 p.

PILET J.-B., DE WAELE J.-M. & JAUMAIN S., *L'absence de partis nationaux : menace ou opportunité ?*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2009, 192 p.

PION G. & VAN HAMME G., *Les destins divergents des régionalismes flamands et francophones : une perspective historique*, in : EchoGéo [en ligne], n° 15, 2011.

PITSEYS J., *Démocratie et citoyenneté*, Bruxelles, CRISP, in : Dossier du CRISP n° 88, 2017, 116 p.

PITSEYS J., *Cinq partis en quête d’auteur*, in : Politique, n° 105, 2018, pp. 65-71.

RIHOUX B., *Émergence et développement des deux partis écologistes belges : Ecolo et Agalev*, UCL, Working paper, n° 77, 1993, 29 p.

SÄGESSER C., *Législatif, exécutif et judiciaire. Les relations entre les trois pouvoirs*, Bruxelles, CRISP, in : Dossier du CRISP n° 87, 2016, 71 p.

STROOBANTS J.-P., *Le melting pot belge*, in : Pouvoirs, n° 136, 2011, pp. 125-135.

TRÉFOIS A. & FANIEL J., *L’évolution des partis politiques flamands (2002-2007)*, in : Courrier hebdomadaire, CRISP, n° 1971, 2007, 51 p.

VIGOUR C., *Politiques et gouvernements fédéraux en Belgique, entre contraintes coalitionnelles et logique de compromis*, in : Politix, n° 88, 2009, pp. 63-86.

WITMEUR R., *La négociation en politique*, Bruxelles, CRISP, in : Dossier du CRISP n° 85, 2015, 98 p.

ZAMORA D., *De quoi le “populisme” est-il le nom ?*, in : Politique, n° 75, mai-juin 2012, pp. 50-54.

OUTILS PÉDAGOGIQUES

ENJEUX DES ÉLECTIONS 2019

Cultures & Santé asbl, 2019

Outil permettant d'ouvrir des débats concernant certains des enjeux des élections 2019.

LE VOTE COMMUNAL

Cultures & Santé asbl, 2018

Kit pédagogique qui propose un ensemble de supports permettant de traiter le thème des élections communales en animation afin de mieux cerner les enjeux qui y sont liés ; de mieux appréhender le rôle que chaque citoyen peut jouer dans les prises de décision relatives à la gestion quotidienne de la cité ; et d'évaluer la portée du vote communal.

ABCITOYENS - DÉFINIR, C'EST DÉJÀ AGIR

Cultures & Santé asbl, 2013

Outil d'animation qui propose d'explorer le concept de citoyenneté à travers divers mots-clés qui lui sont liés.

ZOOM SUR LA DÉMOCRATIE

Cultures & Santé asbl, 2011

Photo-expression permettant de questionner les représentations de la démocratie et de favoriser l'appropriation du concept,

de relever ses multiples facettes et de le mettre en perspective avec la vie quotidienne, afin d'amener une réflexion critique sur la démocratie telle que nous la vivons en Belgique.

DÉCODAGES : CLÉS POUR TES LIBERTÉS

Picardie Laïque asbl, 2009

Valise pédagogique qui a pour objectifs de lutter contre les idées d'extrême droite en montrant les conséquences d'un vote sur liste noire et de mettre en évidence les possibilités d'un système démocratique.

CLIVAGES ET PARTIS

Fondation Roi Baudouin / CRISP, 2008

Carnet pédagogique qui fournit des jalons théoriques et des pistes pédagogiques permettant de situer la place et les fonctions des partis et de se familiariser avec le paysage politique belge.

LA DÉMOCRATIE

Fondation Roi Baudouin / CRISP, 2008

Carnet pédagogique qui fournit des éléments et des pistes éducatives pour comprendre les principes et le fonctionnement d'une démocratie.

SÉCURITÉ SOCIALE

Latitude Jeunes, 2008

Jeu coopératif et de stratégie qui a pour but de bâtir ensemble la sécurité sociale et donc une société dans laquelle une solidarité financière entre habitants est présente.

L'ÉTHIQUE EN POLITIQUE

Fondation Roi Baudouin / CRISP, 2008

Carnet pédagogique qui permet d'aborder les notions qui touchent à la morale en politique.

UNE PLACE À PRENDRE : APPRENDRE LA PARTICIPATION CITOYENNE AU NIVEAU COMMUNAL

CIDJ – Centre d'information et de documentation pour les jeunes, 2006

Jeu de rôle : les participants prennent le rôle d'habitants d'une commune fictive et expérimentent la participation citoyenne en tentant d'élaborer une stratégie pour sauvegarder l'espace public.

DEMOCRACY:

CONSTRUIRE ENSEMBLE UNE VILLE AFIN DE VIVRE ET COMPRENDRE LA CITOYENNETÉ ET LA POLITIQUE

Portail Démocratie / Fondation Roi Baudouin, 2005

Jeu de rôle éducatif : les participants constituent un parti politique et s'initie à la réalité politique en étant amené à construire une ville et à faire ainsi des choix de société.

POUR UNE CITOYENNETÉ DE RÉSIDENCE

CNAPD – Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie, 2004

Mallette pédagogique qui vise à ouvrir le citoyen belge à la problématique de l'accès aux droits politiques des étrangers et à le sensibiliser à la question de la participation et de la démocratie.

ORGANISMES & ASSOCIATIONS

CARHOP

Centre d'animation et de recherche en histoire ouvrière populaire

Rue des Mouchérons, 3

1000 Bruxelles

02/514 15 30

carhop@skynet.be

www.carhop.be

Centre Jean Gol

Centre d'étude du libéralisme francophone

Avenue de la Toison d'Or, 84-86

1060 Bruxelles

Tél. : 02/500 50 40

www.cjg.be

CNAPD

Coordination nationale d'action pour la paix et la démocratie

Chaussée d'Haecht, 51

1210 Bruxelles

02/640 52 62

info@cnapd.be

www.cnapd.be

CPCP

Centre permanent pour la citoyenneté et la participation

Rue des Deux Églises, 45

1000 Bruxelles

02/238 01 00

info@cpcp.be

www.cpcp.be

CRISP

Centre de recherche et d'information politique

Place Quetelet, 1A

1210 Bruxelles

02/219 79 34

info@crisp.be

www.crisp.be

Culture & Démocratie

Rue Émile Féron, 70

1060 Bruxelles

02/502 12 15

info@cultureetdemocratie.be

www.cultureetdemocratie.be

Etopia

Centre d'animation et de recherche en écologie politique

Espace Kegeljan, av. de Marlagne, 52

5000 Namur

081/22 58 48

info@etopia.be

www.etopia.be

Musée Belvue

Le lieu pour vivre la démocratie et l'histoire

Place des Palais, 7

1000 Bruxelles

070/22 04 92

info@belvue.be

www.belvue.be

IHOES

Institut d'histoire ouvrière, économique et sociale

Avenue Montesquieu, 3

4101 Seraing

04/330 84 26

info@ihoes.be.

www.ihoes.be

Institut Émile Vandervelde

Centre d'étude du Parti socialiste

Boulevard de l'empereur, 13

1000 Bruxelles

02/548 32 12

iev@iev.be

www.iev.be



REMERCIEMENTS



Cultures & Santé tient à remercier toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de cet outil.

Nous remercions chaleureusement M. Jean Faniel (CRISP) pour son investissement dans le projet, sa relecture, sa disponibilité et ses conseils.





148, rue d'Anderlecht
B-1000 Bruxelles

+32 (0)2 558 88 10

info@cultures-sante.be

www.cultures-sante.be



www.cultures-sante.be